

VOTRE DEPUTEES

Mireille CLAPOT

Députée de la Drôme (1ère circonscription)

Présidente de la Commission Supérieure du Numérique et des Postes

Vice-Présidente de la Commission des Affaires étrangères



UN AN
D'ACTION AU
SERVICE DES
FRANÇAIS ET
DES
FRANÇAISES



@CLAPOTMireille



mireilleclapot.fr



@mireilleclapot



@mireille-clapot-49274a1



Avec vous et pour vous !



Sylvain MAILLARD

**Président du Groupe
Renaissance
et apparentés**

Depuis un an, nous n'avons qu'une obsession : être utiles.

Utiles à l'Assemblée nationale en continuant à transformer notre pays en trouvant des majorités de projets, utiles dans nos territoires, à l'écoute de vos enjeux et attentes.

Au sein de notre groupe Renaissance, ce sont plus de 20 propositions que nous avons initiées et réussi à faire adopter. Souvent à l'unanimité.

Je pense aux enjeux de santé pour renforcer l'accès aux soins, à la défense de nos emplois industriels et agricoles, à la protection de l'enfance, à la facilitation du permis de conduire, au bien-être animal, à la protection de la propriété privée face aux squats. Ou pour réaffirmer nos valeurs humanistes et européennes. Ou à l'inscription de l'IVG dans notre Constitution.

Les députés Renaissance ont été engagés, présents et exemplaires. Ils ont tenu dignement et sereinement face aux outrances et au vacarme. Ils ont tenu pour protéger les institutions et notre Constitution

Demain, nous allons poursuivre avec détermination : nous agissons pour redonner tout son sens et sa valeur au travail ; pour donner un accès renforcé aux transports du quotidien; pour mieux protéger nos enfants face au harcèlement notamment numérique ; pour permettre à chacun de se loger ; pour définir une feuille de route forte sur la planification écologique.

Inlassablement, les députés Renaissance continueront à œuvrer, en responsabilité, avec comme seule boussole l'amélioration de votre quotidien, avec vous et pour vous !



Mireille CLAPOT

**Députée de la 1ère
circonscription de la
Drôme**

Education, santé, transition climatique, retraites, soutien aux plus fragiles, services publics : en effectuant cette rétrospective sur une année de mandat de députée, je mesure combien ces quatorze mois depuis l'élection de juin 2022 ont été féconds.

Je me nourris de toutes les rencontres avec les citoyens, acteurs associatifs et économiques, responsables du territoire... pour voter des lois, des budgets, et contrôler l'action du gouvernement.

Dans un paysage politique fragmenté, je souhaite incarner la majorité présidentielle avec une fibre sociale et écologique. Avec vous, malgré la guerre en Ukraine et les difficultés, la France avance.

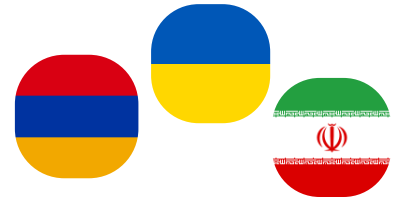
Des étapes importantes



Octobre
2022



Garantir le droit à l'IVG



Soutien réaffirmé aux peuples ukrainien, arménien et iranien

Janvier
2023



Prévenir l'exposition excessive des enfants aux écrans et garantir leur droit à l'image



Interdire les colliers étrangleurs et électriques et mettre fin à la maltraitance animale

Novembre
2022



Engagement résolu de la France à protéger la biodiversité lors de la COP 15

Mars
2023



Organiser et sécuriser les JO et paralympiques

Février
2023



Lutter contre le dumping social en transmanche



Protéger nos agriculteurs des pratiques commerciales abusives de la grande distribution

Avril
2023



Améliorer l'accès aux soins et l'encadrement des centres de santé



Réduire la production d'emballages plastiques



Créer une commission d'enquête sur les manifestations violentes



Inscrire le groupe militaire Wagner comme organisation terroriste



Protéger les propriétaires de squats

Mai
2023



Encourager la mobilité internationale des alternants



Lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux



Pavoiser nos mairies des drapeaux français et européen

Juin
2023



Faciliter le passage du permis de conduire

Juillet
2023



Garantir la souveraineté militaire de la France



Rendre nos industries plus vertes



Moderniser et rendre plus efficace la Justice



Faciliter l'accès aux transports en commun dans nos territoires



Améliorer l'accès aux soins et faciliter la prévention

Engagée et à l'écoute

En circonscription, trois comités ont réuni citoyens et experts afin de réfléchir, d'échanger, de débattre sur la place de la prévention pour la santé. Après avoir fait un état des lieux de la prévention santé en France, les participants ont fait émerger des propositions.

Nos propositions adressées au Ministre de la Santé et de la Prévention :

- Renforcer la médecine scolaire, en revalorisant la rémunération de ce personnel soignant.
- Interdire les publicités sur la malbouffe sur les chaînes publiques.
- Enseigner l'hygiène et le respect de son corps à l'école.
- Mettre en place plus de visites médicales, pour les enseignants, les travailleurs indépendants, dans les établissements scolaires.
- Assurer une meilleure coordination entre tous les acteurs de la santé.
- Créer une plateforme « grand public » d'information sur les professionnels de santé mentale et d'accompagnement du territoire.



543 M € pour soutenir l'hôpital public



Création de 50 000 postes en EHPAD d'ici 2027



244 Mds € pour le budget de la sécurité sociale



Hausse du crédit d'impôt pour la garde d'enfants de 2 300 à 3 500€



Déconjugalisation et revalorisation de 4% de l'AAH

Aider les familles

Accompagner toutes les familles, creusets de notre solidarité



Soutien aux familles monoparentales :

+ 50% pour l'allocation de soutien familial ; aide à la garde individuelle jusqu'aux 12 ans de l'enfant.



Faciliter la vie des parents, avec des « relais petite enfance » créés dans les villes de plus de 10 000 habitants.



200 000 nouvelles places en crèche d'ici à 2030.



Soutenir les enfants

Sécuriser l'espace numérique pour les jeunes

- Participation à des groupes de travail pour lutter contre le cyberharcèlement
- Auditions de professionnels, policiers, professeurs...

Loi visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne

- Un âge de 15 ans pour s'inscrire seul sur les réseaux sociaux
- Mieux prévenir et poursuivre le cyberharcèlement

Loi visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux

- L'interdiction de certaines publicités
- Une meilleure information des abonnés
- Des sanctions et des contrôles

Bâtir l'école de demain

L'éducation est essentielle pour bâtir la société de demain.
Nous en faisons une de nos priorités pour renouer avec
l'excellence :

Pour nos professeurs

- Mieux rémunérer nos professeurs
- Remplacer systématiquement les enseignants absents

Pour l'élémentaire

- Dédoubler les classes de grande section de maternelle, comme en CP - CE1
- Améliorer l'accessibilité des écoles aux élèves en situation de handicap

Pour nos étudiants

- 140 000 boursiers passent à l'échelon supérieur
- + 37€ par mois pour tous les boursiers

La réforme des lycées professionnels

Pour préparer les compétences de demain et répondre aux aspirations de la jeunesse nous réformons le lycée professionnel.

- Gratifier les périodes de stage des élèves.
- Permettre aux élèves de choisir des options.
- Permettre une nouvelle approche pédagogique du lycée professionnel autour du projet de l'élève.
- Mieux préparer l'insertion professionnelle grâce à des partenariats extérieurs.
- Créer trois nouveaux dispositifs pour prévenir les risques de décrochage pendant et après le lycée : tous droits ouverts, ambition emploi, parcours de consolidation.

A chaque rentrée je visite les établissements scolaires de ma circonscription.
J'ai rencontré les Directeurs et Directrices des lycées professionnels pour discuter avec eux de la réforme.



Nos élèves à l'Assemblée nationale

J'accueille chaque année des classes à Paris



Visite des élèves de terminale du lycée Camille Vernet
Novembre 2022

Si vous souhaitez visiter l'Assemblée nationale, prenez contact avec mon équipe parlementaire par mail : mireille.clapot@assemblee-nationale.fr



Visite du conseil municipal des enfants de Tain l'Hermitage
28 juin 2023



Visite de la faculté de droit de Valence
15 février 2023



Visite classe de 4ème du collège Marie Curie
21 juin 2023



Visite du lycée Algoud Laffemas
16 mars 2023

Favoriser l'accès au sport

Depuis le début de mon mandat je me suis mobilisée pour que chacun puisse **pratiquer une activité sportive**



+ 50€ pour les jeunes
grâce au Pass'Sport



Plus de 15 associations sportives drômoises ont reçu une subvention dans le cadre du FDVA.

Comité de circonscription organisé autour **du sport santé.**



La Drôme a été choisie pour la traversée de la flamme Olympique. Elle sera portée par environ 100 personnes et traversera huit villes avant de terminer son chemin à Valence, ville étape le 20 juin 2024.

Émanciper par la culture

La culture est un socle essentiel du vivre-ensemble dans notre pays. Elle est le ciment de notre cohésion sociale et un puissant levier d'émancipation.

- **+ 300 €** pour les jeunes grâce au Pass'Culture

- **+ 350 M €** pour soutenir la production et la formation au cinéma

- **4,2 Mds €**, un budget historique pour la culture en hausse de **7 %**

J'ai cosigné **avec plus de 200 autres élus** de la Région Auvergne Rhône Alpes, une tribune dénonçant une baisse de subvention aux établissements culturels annoncée par le Président de région.

Le 13 mai 2023, la commission permanente du conseil régional a voté une baisse des subventions culturelles pour un total de **1 M €**. Cette baisse s'ajoute à celle actée en 2022 au nom "d'un rééquilibrage territorial" qui est encore à ce jour inconnu.

Préserver votre pouvoir d'achat

Depuis 1 an, nous n'avons eu de cesse d'agir pour protéger votre pouvoir d'achat et faire en sorte que l'inflation ne se répercute pas sur votre portefeuille.

Plus de 20 Mds € pour rendre du pouvoir d'achat aux Français.



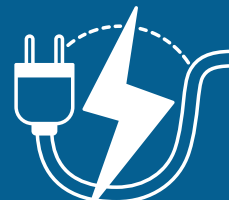
5,1% d'inflation
l'un des taux les
plus faibles de la
zone euro



Suppression de
la taxe
d'habitation
pour tous



Suppression de la
redevance
audiovisuelle



Bouclier tarifaire,
prolongé jusqu'à fin 2023,
pour limiter la hausse du
prix du gaz et de
l'électricité à 15 % au lieu
de 120 % !



Pour nos entreprises :

- Mise en place de mécanismes permettant de réduire la facture d'énergie
- Possibilité d'étaler les charges sociales et fiscales
- Plafonnement des loyers pour les petits commerçants et artisans

Protéger les Français

Orientation et programmation des ministères de l'Intérieur et de la Justice 2023-2027

- + 18 500 postes de policiers et gendarmes entre 2023 et 2027
- 15 000 places de prisons supplémentaires
- + 1 500 cyberpatrouilleurs
- 50% du budget de l'intérieur dédié à la "révolution numérique"



Dans la Drôme

16 nouveaux postes de policiers nationaux

Romans-sur-Isère : + 7

Valence : + 8

Montélimar : + 1

Renfort des CRS quand nécessaire.

Nous renforçons la lutte contre les violences sexuelles et intrafamiliales :

+ 80% de places d'hébergement depuis 2017 dédiées aux victimes de violences

Amende pour outrage sexiste et sexuel multipliée par 3 (3 750€)

Déploiement des "téléphones grave danger" et bracelets anti-rapprochement

Doublement des moyens consacrés au 3919

Pour mieux accompagner les victimes :

Recours possible à la visioconférence pour le recueil d'une plainte.

Renforcement du budget de la Justice pour 7,5 Mds €.

Objectif : diviser par 2 la durée d'une procédure judiciaire.

A Valence

- Ouverture d'une Section d'Accompagnement à la Sortie (120 places dont 30 en semi-liberté)
- Enveloppe de 1 M € pour cabler et équiper le tribunal
- Projet d'extension de 700 m² du Tribunal de Valence
- Augmentation des Ressources Humaines : un magistrat, deux parquetiers, un nouveau greffier et des contractuels



Renforcer nos armées



Pour nos militaires :

- Renforcement du régime d'indemnisation des militaires blessés en service
- + 3,5% du point d'indice de pension militaire d'invalidité
- Demi-part fiscale étendue à tous et toutes les veufs et veuves d'anciens combattants



Loi de programmation militaire (LPM) pour la période 2024-2030

Dès 2024, le budget des armées augmentera de **3,1 Mds €**.

Avec la LPM 2024-2030, le gouvernement et la majorité parlementaire s'engagent sur 4 grandes priorités politiques et militaires :

1- Conforter les fondamentaux de notre défense :

- Dissuasion : autour de 15% du budget
- Forces spéciales : 2 Mds €
- Souveraineté Outre-Mer : 13 Mds €
- Renseignement et contre-ingérence : 5 Mds €

2- Transformer nos armées :

- Drones et robots : 5 Mds €
- Défense surface- air : 5 Mds €
- Munitions : 16 Mds €
- Maintien en condition opérationnelle 49 Mds €. Budget en hausse de 40% par rapport à la précédente LPM.

3- Renforcer la cohérence, la préparation et la réactivité de nos armées :

- Innovation : 10 Mds €
- Espace : 6 Mds €
- Cyber : 4 Mds €

4- Poursuivre l'effort entrepris afin d'améliorer les conditions de vie et de travail des militaires et civils de la défense, et de leurs familles :

« Plan Famille II » : 750 M €.

Nourrir les Français

En soutien à nos agriculteurs



9 M € consacrés à un dispositif d'aide pour compenser partiellement les pertes économiques de l'année 2022 subies par les producteurs d'huiles essentielles de **lavande**.

J'ai cosigné une lettre lancée **par Laurence Heydel Grillere** (Députée de l'Ardèche) afin d'alerter sur la situation des vergers de cerise dans nos départements menacés par la drosophile suzukii (mouche des cerisiers).

200 M € pour soutenir les producteurs de fruits et légumes.

Verdir nos déplacements

Aide jusqu'à 400 € pour l'achat d'un vélo neuf

Doublement de la construction de voies cyclables d'ici 2030



Covoiturage

150 M € pour amplifier le covoiturage dans les trajets du quotidien.

- Une prime de 100 € depuis le 1er janvier 2023 pour les primo-conducteurs afin d'apporter un coup d'accélérateur à la pratique.
- 1 € de l'État pour 1 € de la collectivité : chaque covoitureur sera soutenu par l'État et les collectivités dans ses trajets du quotidien.
- 50 M € pour fluidifier les déplacements partout où cela est possible.

Engagée dans les affaires étrangères

Défendre la place de la France à l'international

L'intensification de la guerre en Ukraine a marqué cette année pleine de soubresauts géopolitiques.

En tant que vice-présidente de la Commission des Affaires étrangères, j'ai contrôlé notre action diplomatique, interrogé nos diplomates et rencontré nos partenaires internationaux. Tour d'horizon de mes engagements pour la France et ses valeurs dans le monde :

- Renforcement des moyens de notre armée et du contrôle parlementaire sur les ventes d'armes
- Soutien à l'Ukraine et à Taïwan à travers des missions parlementaires sur place pour renforcer notre coopération
- Evaluation des ingérences étrangères et mise en lumière de la collusion du RN avec la Russie
- Adoption de résolutions pour défendre les droits humains et la démocratie au sein du Conseil de l'Europe dont je fais partie de l'Assemblée parlementaire, notamment pour dénoncer le blocus du corridor de Latchine et soutenir l'Arménie.

1,2 Mds € versé
par la France pour
la reconstruction de
l'Ukraine

7,4 Mds €
de soutien militaire
français versé à
l'Ukraine

Plus de 100 000
Ukrainiens
accueillis sur le sol
français

Mission à Kiev pour représenter l'Assemblée nationale lors du triste 1er anniversaire de la guerre en Ukraine

Invitée par le Président de la Verkhovna Rada, Ruslan Stefanchouk, je me suis rendue à Kiev le 23 et 24 février 2023 dernier avec d'autres délégations européennes. Je me suis entretenue avec Monsieur le Président Zelensky, plusieurs ministres et l'ambassadeur français en Ukraine Monsieur Etienne de Poncins. Ce déplacement a permis de mesurer le courage et la résilience de la population ukrainienne et de ses dirigeants. De plus, la poursuite de la vie démocratique et parlementaire est toujours présente et ce, malgré le conflit.



Engagée pour le respect des droits humains

Défendre la place de la France à l'international

Je soutiens ouvertement le peuple iranien qui fait face à l'obscurantisme religieux et se bat pour la liberté.

Pour l'éclairer, la Commission des Affaires étrangères a organisé le 2 novembre dernier une table ronde sur le sujet, en présence de chercheurs attentifs. Le 17 novembre j'ai cosigné une Proposition de Résolution en soutien au mouvement pour la liberté du peuple iranien.

Mission électorale en Turquie

J'ai eu la chance de participer, pour le compte de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, à l'observation de l'élection parlementaire et présidentielle. Rappelons que le droit de vote est un droit fondamental qui doit être maintenu même dans des pays proches du basculement autoritaire. Il est important d'aller observer le jour des élections que tous les processus sont respectés. Mais le résultat du scrutin se joue bien en amont, dans le sort réservé aux opposants, dans l'indépendance de la presse et des médias, dans la liberté d'expression.



Focus sur le devoir de vigilance des grandes entreprises

Au nom de la Commission des Affaires européennes, j'ai mené une mission d'information sur le projet de directive européenne encadrant les activités des entreprises afin qu'elles respectent les droits humains et l'environnement. Ces règles en cours de négociations à Bruxelles vont obliger les grandes entreprises et leurs partenaires à mettre en place des plans de vigilance et de transition climatique ambitieux, notamment pour se conformer aux objectifs climatiques de l'accord de Paris. A l'issue de cette mission, la Commission des Affaires européennes a adopté un avis politique à l'unanimité !



Le numérique et les services postaux

Agir pour un **espace numérique** sûr au service des citoyens



Protection des mineurs en ligne, lutte contre les arnaques, cybersécurité... La régulation de l'espace numérique a été une de mes priorités dans mes travaux parlementaires. Avec la majorité, nous avons permis d'adopter plusieurs lois pour :

- Obliger la mise en place du contrôle parental pour les enfants de moins de 15 ans inscrits sur un réseau social
- Encadrer l'activité des influenceurs afin de lutter contre leurs dérives et les arnaques en ligne
- Renforcer les compétences de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information et mieux protéger les réseaux critiques de l'Etat des cyberattaques

Focus sur la Commission Supérieure du Numérique et des Postes

En tant que présidente de la Commission Supérieure du Numérique et des Postes (CSNP), j'ai organisé des travaux pour évaluer et améliorer nos politiques publiques numériques et postales. Avec les 14 sénateurs et députés qui composent la Commission, nous nous sommes intéressés :

- à la transformation numérique de l'Etat afin qu'elle soit mieux pensée pour les agents et les citoyens
- au verdissement de l'industrie numérique grâce au reconditionnement et au réemploi
- aux évolutions des services postaux et du fonctionnement de la Poste pour renforcer sa présence dans nos territoires



5 avis rendus sur les enjeux postaux et numériques pour améliorer nos politiques publiques...



Plus de 60 auditions des acteurs du secteur et des responsables publics



Plus de 100 participants à une conférence sur les Communs numériques organisée à l'Assemblée nationale



3 500 créations de postes demandées dans la fonction publique pour renforcer nos compétences numériques de l'Etat

Agir pour nos communes

Reconstruction

La République est aux côtés des citoyens et des maires pour reconstruire les services publics essentiels à la cohésion de la Nation.

Elle veut donner les moyens de reconstruire plus vite et à l'identique les bâtiments dégradés ou détruits lors des émeutes en simplifiant la procédure des appels d'offres pour les travaux inférieurs à 1 M € dans les communes.

Protéger les élus

Les menaces et les violences à l'encontre des élus se sont multipliées ces derniers mois. Alors qu'il avait déjà été observé une augmentation de 30% des dégradations, menaces et violences entre 2021 et 2022, il est essentiel de mettre en place des mesures pour protéger les élus. Afin de répondre à ce besoin, l'Etat a mis en place un Centre d'Analyse et de Lutte contre les Atteintes aux Elus (CALAE).

Nous devons retrouver un apaisement et une confiance mutuelle entre les élus et les citoyens. L'unité et le dialogue sont pour moi essentiels au sein de notre société. Le rassemblement organisé à Valence en soutien aux élus fut l'occasion d'incarner cette unité.



Zéro Artificialisation Nette (ZAN)



Cet objectif fixé pour 2050 doit permettre aux plus petites communes de bénéficier d'au moins un hectare d'artificialisation, afin de ne pas entraver leur capacité à construire et à se développer.

Autoriser les maires à suspendre la délivrance d'une autorisation d'urbanisme, en utilisant un sursis à statuer, pour les projets contraires aux objectifs du ZAN.

Accorder aux maires des communes urbaines un droit de préemption pour renaturation ou recyclage du foncier.

J'ai pu échanger sur ce sujet notamment lors d'une rencontre avec les maires de ma circonscription.

Agir pour nos communes

Le Fonds vert

FRANCE
NATION
VERTE
Agir - Mobiliser - Accélérer

Avec le
**FONDS
VERT**
ON ACCÉLÈRE



Cette subvention est un fonds d'accélération de la transition écologique pour, par et avec les élus locaux.

A Valence, 300 000 € ont été attribués pour la rénovation thermique du bâtiment « Samuel Paty » abritant le CIO, la ludothèque et le centre médico-scolaire.



France Ruralité

Ce plan ambitieux pour les territoires ruraux s'articule autour de 4 axes :

- Programme d'ingénierie à destination des communes rurales : Villages d'avenir
- Valorisation des territoires ruraux pour la planification écologique avec une hausse de la dotation biodiversité
- Amélioration du quotidien des habitants des territoires en apportant des solutions concrètes
- Renfort d'attractivité des Zones de Revitalisation Rurale (ZRR)



Crédit photo : Laure Allard

Atteindre le plein emploi

Nous renforçons la compétitivité de nos entreprises à l'international et favorisons la création d'emplois :

- **Suppression progressive de la CVAE** pour toutes les entreprises
- **Revalorisation du SMIC** : + 10% en 2 ans
- **Contrat d'engagement jeune** : **185 700 contrats** signés depuis avril 2023 après plus de 300 000 en 2022
- **Objectif 1 M d'apprentis bientôt atteint** : les formations en apprentissage deviennent des parcours d'excellence qui permettent de se former et de se rapprocher de l'emploi

Nous souhaitons que les **Français puissent mieux valoriser le travail** :

- 1.5 M de salariés bénéficieront d'une **augmentation de leurs revenus**
- Relèvement du plafond des **heures supplémentaires défiscalisées**
- **Prime Macron** pouvant aller jusqu'à 6000 €
- **Monétisation des RTT** pour que le travail paie plus
- **Revalorisation du point d'indice pour les fonctionnaires** : + 3,5%
- Mise en place d'un dispositif de **partage des profits obligatoire** pour les entreprises de 11 à 49 salariés
- **Réforme de l'assurance chômage**
- **Abandon de poste** : désormais considéré comme une démission

Taux de chômage

7,2 %

Le plus faible taux depuis 1981 !

Avec 337 000 emplois créés en 2022 et plus 1,7 M depuis 2017, l'objectif plein emploi est désormais une réalité !



Focus emploi des seniors

Accompagnée de ma suppléante Anne-Laure Thibaut, j'ai organisé plusieurs comités de circonscription sur la thématique de l'emploi des seniors.

Les propositions qui sont ressorties de ces échanges entre citoyens et expert permettront d'enrichir les débats lors de l'arrivée du projet de loi plein emploi à l'Assemblée nationale en septembre.





**Mireille
Clapot**
votre députée

Une équipe à votre disposition et à votre écoute :

Océanne Serve - permanence parlementaire en circonscription :



58 avenue de Romans - 26000 VALENCE



09 72 63 80 47



mireille.clapot@assemblee-nationale.fr



Martin Kemp - bureau à l'Assemblée nationale :



01 40 63 73 77 - 06 58 71 97 87



mireille.clapot@assemblee-nationale.fr



Maud Raison - coordinatrice :



06 08 18 83 12



mireille.clapot@assemblee-nationale.fr

